

	DEST	COPIE
PR		X
COLL		
DG		X
DGA		
RCS		
DRAF		
DAJ		
DAEI		
DSE		
DSC		
DAEP		
MCOM		
DHDC	X	
DAP		



15/03/2011

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI
Président
Autorité de régulation des
communications électroniques et des
postes
7 Square Hymans
75730 Paris Cedex 15

Paris, le 11 mars 2011

Objet : contribution du groupe Iliad à la consultation publique organisée par l'ARCEP sur la montée en débit et sur l'analyse des marchés de gros du haut débit et du très haut débit (marchés 4 et 5)

Monsieur le Président,

Votre Autorité va être amenée à transmettre prochainement à la Commission européenne les projets d'analyse des marchés 4 (marché de gros des offres d'accès aux infrastructures physiques constitutives de la boucle locale filaire) et 5 (marché de gros des offres d'accès haut débit et très haut débit activées livrées au niveau infranational), suite à l'avis de l'Autorité de concurrence publié le 8 mars.

Ces analyses de marché sont particulièrement importantes pour le groupe Iliad. Nous reversons à France Télécom plus de 700 millions d'euros par an, soit le tiers de notre chiffre d'affaires global, au titre des prestations régulées de dégroupage et de bitstream. Les investissements dans la fibre optique, que votre autorité a fait le choix de ne pas réguler au titre de la présente analyse de marché, mobilisent la moitié des capacités d'autofinancement du groupe.

Le groupe Iliad adhère à la majorité des orientations retenues pour la régulation du haut et du très haut débit au sein des analyses de marché. Néanmoins, nous pensons que certains points, majeurs, pourraient encore être modifiés pour donner un nouveau souffle à la dynamique concurrentielle au cours des prochaines années, notamment dans les villes moyennes, les zones périurbaines et les territoires ruraux.

ELEMENTS DE CONTEXTE ET ENJEUX

La présente analyse de marché est réalisée à un moment stratégique, marqué par la bascule entre le haut et le très haut débit. Au cours de la dernière décennie, sous l'impulsion du groupe Iliad notamment, le marché du haut débit s'est orienté vers la fourniture simultanée de plusieurs services, Internet, voix et, pour les lignes éligibles, vidéo.

La dimension multimédia a désormais pris une importance déterminante pour les abonnés, qui attendent à la fois que les opérateurs soient en mesure de leur fournir des services audiovisuels « propriétaires » de bonne qualité sur les box et que leur liaison Internet puisse supporter des flux multimédia « externes » dans de bonnes conditions. Ce dernier aspect sera encore renforcé par l'émergence annoncée des téléviseurs connectés, agrégeant des contenus fournis par des grands groupes asiatiques ou nord américains.

Les opérateurs, pour répondre à la demande, devront donc être en mesure de proposer des liaisons Internet stables, dont le débit utile sera de plusieurs dizaines de mégabits par seconde, permettant d'acheminer simultanément plusieurs flux vidéo haute définition à un ménage. Les délais de fourniture des accès et surtout de maintenance deviennent cruciaux.

En effet, en cas de débit insuffisant ou de coupure d'accès, le ménage est privé d'Internet, de la téléphonie fixe et d'accès vidéo, ce qui est insupportable pour la majorité de nos concitoyens ; demain il sera également privé de sa médiathèque hébergée en ligne et probablement de ses fichiers et applications bureautiques hébergés sur des serveurs distants, selon une architecture dénommée cloud computing.

A horizon cinq à dix ans, la France sera composée de deux zones :

- une zone urbaine, équipée en réseaux de boucles locales optiques, probablement majoritairement à l'initiative de France Télécom compte tenu de ses annonces de déploiement et de ses avantages structurels ; soit les offres d'accès auront permis aux opérateurs alternatifs de coinvestir dans ces villes grandes et moyennes, ce que nous souhaitons, soit ils auront été évincés du marché de détail dans les zones concernées ;
- une zone périurbaine et rurale, où le très haut débit devra être apporté sur le cuivre ; pour que la situation soit acceptable, les offres devront s'approcher de celles fournies sur la fibre : les répartiteurs devront avoir été dégroupés et la boucle locale modernisée par la montée en débit, la qualité de service des offres (de détail et donc de gros) sur le cuivre aura dû être très nettement améliorée.

Dans cette perspective, le groupe Iliad souhaite coinvestir avec les autres opérateurs sur la totalité des plaques FTTH qui seront déployées en zone moins dense. Hors zones équipées en boucles locales optiques, le groupe Iliad souhaite en outre dégroupier à horizon cinq ans la totalité des répartiteurs métropolitains et la totalité des sous répartiteurs concernés par la montée en débit. Sans dégroupage et triple play, la montée en débit n'aurait d'ailleurs aucun sens.

SUR LA REGULATION DE LA BOUCLE LOCALE OPTIQUE

Sur le très haut débit qui est encore en phase de démarrage, l'ARCEP privilégie une approche fondée sur une régulation symétrique et l'application du droit commun de la concurrence pour réguler les relations entre les opérateurs. L'ARCEP semble envisager le déploiement simultané et relativement équilibré de réseaux de boucle locale optique par plusieurs opérateurs, permettant à ceux-ci de négocier des conditions d'accès réciproques relativement symétriques et équilibrées.

Nous considérons à l'inverse que les positions sont d'ores et déjà déséquilibrées et que l'opérateur historique sera un opérateur puissant, qui pourrait être en quasi-monopole sur la boucle locale très haut débit dans les villes moyennes et dans les zones périurbaines.

Des premiers désaccords ont été constatés sur les conditions tarifaires des offres de cofinancement des colonnes montantes en zone urbaine. L'opérateur historique propose des tarifs jusqu'à deux fois supérieurs à ceux du groupe Iliad pour des prestations similaires. Même en zone très dense, les positions de négociation ne sont pas équilibrées et la seule régulation symétrique s'avère insuffisante pour permettre un développement harmonieux du marché.

En zone moins dense, l'opérateur historique a annoncé une accélération de ses investissements : deux milliards d'euros d'investissement pour commencer à équiper 3 600 communes d'ici 2015, avec une annonce de couverture exhaustive de ces communes d'ici 2020, pour un montant d'investissement inconnu. A titre de comparaison, tout opérateur confondu, les déploiements très haut débit engagés depuis quatre ans ne concernent qu'une centaine de communes.

Par ailleurs, l'opérateur historique bénéficie de deux effets de levier pour financer ses investissements dans le très haut débit. Le premier à travers la propriété et la location de la boucle locale cuivre dont les excédents d'exploitation lui permettent d'investir largement dans des déploiements très haut débit. Le second à travers ses parts de marché hors zone très dense où il est le premier opérateur commercial avec des parts de marché nettement supérieures à 50%.

Dans ces conditions, le choix de l'ARCEP de ne pas considérer l'opérateur historique comme exerçant une influence significative sur les infrastructures optiques constitutives de la boucle locale très haut débit est un pari audacieux, que nous soutenons, mais qui doit être encadré dans le temps.

Nous souhaitons donc que l'analyse de marché ait une portée de douze ou au maximum dix huit mois. Une clause de rendez-vous doit être fixée de manière ferme, permettant de réévaluer et le cas échéant de corriger le choix de non régulation asymétrique de l'opérateur historique sur la fibre. Cette échéance ferme peut permettre, par son caractère dissuasif, à l'opérateur historique de proposer spontanément en zone moins dense des offres de co-investissement raisonnables pour les opérateurs alternatifs.

SUR LA MONTEE EN DEBIT

Le réseau cuivre restera un moyen significatif d'accès au haut débit pendant encore de nombreuses années. Les objectifs de couverture du territoire en très haut débit d'ici dix ans ne concernent pour le moment que 50% à 60% des foyers. L'amélioration des débits disponibles sur la boucle locale cuivre concernera tant les zones inéligibles au haut débit à long terme que les zones dans lesquelles le très haut débit n'arrivera que de manière différée.

Le mouvement de modernisation de la boucle locale cuivre devra donc être massif pour répondre aux demandes des consommateurs et aux attentes des collectivités. L'encadrement des conditions techniques et tarifaires de dégroupage des NRA et des NRA-MED est essentiel pour permettre une industrialisation des processus de dégroupage de la sous-boucle locale, abaisser les barrières au déploiement des opérateurs dégroupes et réduire les risques de distorsion de concurrence.

Actuellement, les opérations de montée en débit sont réalisées sous forme de délégation de service public et ne sont pas encadrées techniquement et financièrement. Sur plus de 1 500 NRA ZO dont Free a connaissance, Free en a dégroupé une centaine et travaille pour en dégroupier cent cinquante de plus ce qui représente moins de 20% du total. Les conditions techniques atypiques ou les barrières tarifaires érigées par les délégataires nous interdisent de dégroupier les autres sites. Nous y perdons donc nos abonnés précédemment dégroupés.

Le dispositif de régulation asymétrique et la recommandation de l'ARCEP relative à la montée en débit via l'accès à la sous-boucle locale de cuivre de France Télécom nous semblent de nature à corriger les dysfonctionnements actuels et à permettre une industrialisation des processus. Un mécanisme dérogatoire pourrait être envisagé pour les projets d'ores et déjà engagés, afin de ne pas remettre en cause les montages des collectivités concernées.

SUR LE RACCORDEMENT DES REPARTITEURS DISTANTS

La politique de Free est de favoriser le dégroupage et notre objectif est clairement de dégroupier la totalité des répartiteurs existants ou nouvellement créés dans le cadre de la montée en débit au cours des prochaines années. Or à ce jour, Free ne dégroupie que 3 340 répartiteurs desservant 23 millions de lignes téléphoniques. Environ 10 000 répartiteurs, desservant 10 millions de lignes, ne sont pas dégroupés.

La raison de ce faible taux de dégroupage est liée à l'insuffisance d'offre de collecte et de raccordement des sites distants. Dans certains cas, il existe des réseaux de collecte d'initiative publique. Dans la majorité des cas, le seul réseau de collecte optique existant est celui de l'opérateur historique. Les deux tiers des répartiteurs dégroupés par Free sont desservis par l'intermédiaire de l'offre de collecte LFO de France Télécom.

Cette offre de collecte LFO n'est pas régulée et n'est pas satisfaisante. Ses conditions d'éligibilité restent particulièrement opaques. Il n'existe pas de carte de disponibilité des liens. Les tarifs sont rédhibitoires pour les sites de moins de 1 000 lignes, qui représentent la moitié des répartiteurs de France. Ainsi, sur un répartiteur de 1 000 lignes sur lequel nous avons 80 abonnés, la structure de coût du dégroupage par abonné est typiquement la suivante :

- amortissement et exploitation des équipements actifs Free : 2 à 3 € par mois par abonné
- hébergement et énergie : 5 € par mois par abonné (en localisation distante)
- coût annuel de l'offre LFO : 14 500 euros par ans (9 km en moyenne) soit 14 € par mois par abonné
- coût de location de la paire de cuivre de 9 € par mois

Le prix de location du réseau de collecte est supérieur au prix de location de la boucle locale cuivre et constitue de fait la principale barrière à l'extension du dégroupage. Il convient de rappeler que le réseau de collecte des répartiteurs compte environ 100 000 km et coûterait environ 3 milliards d'euros à reconstruire à neuf. Le réseau de boucle locale est dix fois plus étendu et coûterait 25 milliards d'euros à reconstruire à neuf selon les estimations de l'ARCEP. Le tarif de l'offre LFO est donc environ dix fois plus élevé que son coût réel.

Le maintien de l'offre LFO dans son état actuel et le défaut de régulation de cette offre font que (i) seul l'opérateur historique est en situation de desservir, dans des conditions économiques raisonnables, les utilisateurs raccordés aux répartiteurs de petite taille (ii) l'absence d'offres concurrentielles pénalise indûment les utilisateurs raccordés à ces répartiteurs (iii) réaliser de la « montée en débit » est absurde pour ces répartiteurs : les utilisateurs ne pourront bénéficier d'offre triple play concurrentielles que si le répartiteur est préalablement dégroupé.

Nous estimons que l'offre de collecte en fibre optique LFO de l'opérateur historique constitue une prestation connexe au dégroupage de la boucle locale et que le réseau de collecte optique de l'opérateur historique est une ressource essentielle.

Cette ressource ne peut être répliquée par un opérateur alternatif ne pouvant en amortir le coût sur une gamme de services et un parc d'abonnés comparables à celui de l'opérateur historique.

Malgré le caractère satisfaisant du dispositif envisagé pour la montée en débit, l'analyse de marché de l'ARCEP est incomplète. En zone rurale, la montée en débit ne fera sens que si elle s'accompagne du dégroupage, de la concurrence et du triple play. Or l'offre LFO constitue une barrière à l'extension du dégroupage. L'analyse de marché doit être modifiée pour réguler l'offre de collecte en fibre optique (LFO) de l'opérateur historique en tant que prestation essentielle connexe à l'offre de dégroupage.

SUR LA NON-DISCRIMINATION ET LA TRANSPARENCE

Sur le haut débit, le marché est désormais mature, la différenciation entre les opérateurs tient autant à l'attractivité des offres qu'au niveau qualité de service rendu à l'abonné. L'accès triple play est devenu la norme du marché. Tous les opérateurs commerciaux, en concurrence frontale, doivent pouvoir proposer des prestations de même qualité, notamment en termes de livraison d'accès ou de service après-vente, à leurs abonnés et prospects. La qualité de service des prestations de détail dépendent essentiellement de la qualité de services des offres de gros sous-jacentes permettant l'accès à la boucle locale cuivre.

Dans la plupart des secteurs, l'équivalence de traitement des opérateurs de détail vis-à-vis des offres de gros sous-jacentes a été garantie par la mise en place de séparations structurelles. Ces séparations structurelles opérées dans les secteurs des transports, de l'énergie électrique et du gaz entre les gestionnaires de réseau et leurs exploitants historiques ont été des préalables à l'ouverture à la concurrence.

Le secteur des télécommunications demeure à cet égard une exception. Le maintien d'une double activité d'opérateur de réseau et d'opérateur commercial au sein de l'opérateur historique suppose une vigilance particulière et continue des autorités de régulation. En la matière, nous estimons que les dispositifs en place pour garantir la transparence et la non-discrimination entre Orange et ses concurrents sont très insuffisants et doivent être renforcés.

Le dispositif qui a été mis en place pour l'accès au génie civil nous semble relativement satisfaisant. Six mois après l'analyse de marché, l'ARCEP a ouvert une enquête administrative à l'encontre de l'opérateur historique afin de vérifier si ce dernier respectait pour ses propres besoins les conditions techniques de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil. Tel n'était pas le cas. France télécom s'est ensuite engagée à s'approvisionner de la même manière que ses concurrents (même offre, processus, flux d'informations) et l'ARCEP s'assure désormais de l'absence de discrimination.

En revanche, pour le dégroupage, tout reste à faire. L'existence de traitements différenciés entre l'opérateur historique et les opérateurs alternatifs sur les conditions d'accès à la boucle cuivre ne fait aucun doute. L'opérateur historique bénéficie d'une qualité de production supérieure à celle des opérateurs alternatifs et de processus de commande et production différents de ceux applicables aux opérateurs alternatifs à travers la DIVOP, le FOP ou le GAMOT. Cette situation, qui existe depuis maintenant dix ans, ne peut plus perdurer dans un marché devenu mature.

L'analyse de marché doit être l'occasion d'imposer à l'opérateur historique (i) de publier les conditions d'approvisionnement de l'opérateur de détail Orange auprès de l'opérateur de gros gestionnaire de la boucle locale cuivre (ii) de réaffirmer le principe de non-discrimination entre les processus mis en œuvre pour Orange et pour les opérateurs dégroupés.

A tout le moins, l'ARCEP se devrait de mettre en œuvre l'intégralité des pouvoirs dont elle dispose, dont son pouvoir d'enquête administrative, pour s'assurer régulièrement de l'absence de discrimination. La question de la séparation fonctionnelle, prévue par le nouveau cadre communautaire, pourra ensuite être étudiée sans tabou si ces premières mesures correctrices ne suffisaient pas.

Je reste à votre entière disposition et vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.

Bien cordialement

A stylized handwritten signature consisting of a horizontal line with a vertical stroke intersecting it from below on the left side, followed by several horizontal strokes.

Maxime Lombardini
Directeur Général